

faisaient 6 fois 8 et mon fils a répondu 48. Il lui a ensuite demandé combien il y avait de jours dans une année.

Et le jeune homme a répondu 365. Puis il s'est passé quelque temps et l'auteur de la lettre a dû aller voir le consul des États-Unis. Il poursuit:

On m'a conseillé d'obtenir une lettre de M. Mason à l'ateller. J'ai aussi obtenu une lettre de notre médecin. M. Speare du *Board of Education* a appelé au téléphone le médecin du consulat américain et il a aussi écrit une lettre. M. Speare s'est entretenu avec Barry et connaît ses aptitudes.

Plus loin, dans sa lettre, il dit que lui et sa famille ont eu la permission d'entrer aux États-Unis, sauf son fils en raison de son infirmité. On lui a permis d'entrer aux États-Unis, monsieur l'Orateur, mais sans visa, et il doit revenir passer une journée au pays tous les six mois.

• (4.40 p.m.)

Il me semble que nous devrions nous entendre avec les États-Unis à ce sujet, sur une base mutuelle peut-être, afin que ces enfants, souvent très jeunes, puissent demeurer avec leur famille et jouir de l'affection à laquelle ils ont droit.

En terminant, je voudrais dire que je prends la chose au sérieux. Je n'ai pas l'intention de parler des émanations malodorantes qui semblent provenir de certaines parties de la Chambre. Ce sont là des choses sur lesquelles un bon Canadien se garderait d'insister. Nous avons tous été élus ici à titre de députés, et chacun de nous a prêté serment; chacun de nous assume des responsabilités envers son pays et surtout envers sa circonscription. Néanmoins, tout le monde sait qu'un engagement n'a que la valeur de celui qui le prend et, si l'intéressé n'est ni honnête ni sincère, et n'attache guère d'importance à sa parole d'honneur, l'engagement ne vaut absolument rien.

Depuis les origines du gouvernement fondé sur la représentation, les gens caressent l'espoir idéaliste et se proposent, dans l'ensemble, d'élire des gens d'honneur, hommes et femmes ayant, croit-on, un sens élevé de la valeur morale. Mais la conscience, comme l'intelligence, est très inégalement répartie chez les hommes et les femmes. C'est regrettable, parce que peut-être seuls quelques-uns de leurs amis très intimes connaissent leur véritable nature.

L'un des objectifs de la démocratie, et un devoir qui devrait incomber à chaque député, c'est de se garder contre ce moyen naturellement facile de s'en tirer, soit en opposant une apathie aux questions vitales d'importance nationale. Pour la première fois dans l'histoire humaine, le conflit entre l'intelligence pure et les valeurs morales est devenu une question de vie ou de mort. En tant que citoyens de notre grand pays, nous sommes

aux prises avec le problème suivant: la vie, la liberté et la recherche du bonheur ne nous appartiennent que tant que nous les protégeons contre l'attaque dangereuse d'un ennemi formidable, et vous savez tous, je crois, de qui je veux parler. C'est un ennemi sans conscience, sans morale et qui est étrangement obsédé par la destruction de tous les hommes et de toutes les nations qui n'adhèrent pas aux forces du mal. Voilà le défi capital qui nous est lancé à titre de députés. Soyons donc d'abord Canadiens, avant d'être politiciens. Mettons-nous à l'œuvre pour administrer notre pays, que chacun d'entre nous devrait être particulièrement fier d'avoir l'honneur de représenter.

M. William Dean Howe (Hamilton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais tout d'abord ajouter mes félicitations personnelles à celles qu'ont reçues les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône.

Il est banal de dire que le Nouveau parti démocratique est le champion d'un nouveau régime national de santé, mais on a une preuve de la sincérité de ceux qui préconisent ce régime par l'exemple que nos collègues de la Saskatchewan ont donné dans le domaine de l'hospitalisation et de l'assurance médicale. Ce ne sont pas seulement les néo-démocrates qui désirent un véritable programme national de santé. Il est évident cependant que seuls, parmi les partis politiques, nous avons l'idée d'un régime national administré par l'État et s'appliquant tant au système qu'aux intéressés.

Les termes «assurance-médicale», «régime national de santé» et «régime national de santé du gouvernement» ont été tellement galvaudés par les politiciens, une Commission royale d'enquête, les compagnies d'assurance, les journaux et les associations médicales, que les problèmes d'hygiène publique semblent s'être perdus, dans le verbiage. C'est un peu comme notre recherche d'une identité nationale. Nous nous inquiétons tellement de ce que nous ne sommes pas, que nous avons presque perdu de vue ce que nous sommes, ou ce que nous devrions être.

Le principal coupable de la confusion où se trouve l'assurance médicale est le parti libéral, le parti libéral national. Il est le plus coupable de tous, parce que, depuis le plus longtemps, c'est lui qui promet ce programme et c'est lui qui a eu le plus de chances d'agir, mais n'a rien fait. Encore une fois, dans ce discours du trône de 1965, la promesse souriante—vague, attrayante mais futile—revient sur le tapis. Cela ressemble à de la politique de bas étage. Le gouvernement ne dispose-t-il pas déjà du rapport de la Commission Hall qui démontre l'urgence, le besoin de l'assurance médicale et qui définit